

**Convention collective régionale**

IDCC : 1578. – **MÉTALLURGIE DE LA LOIRE  
ET DE L'ARRONDISSEMENT D'YSSINGEAUX**  
(19 février 1990)

(*Bulletin officiel* n° 1990-9 bis)

(Etendue par arrêté du 7 novembre 1990,  
*Journal officiel* du 16 novembre 1990)  
(Elargie par arrêté du 4 février 1992,  
*Journal officiel* du 16 novembre 1992)

■ *Journal officiel* du 19 décembre 2006

**Arrêté du 7 décembre 2006 portant extension d'avenants à la  
convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et  
de l'arrondissement d'Yssingaux (n° 1578)**

NOR : SOCT0612452A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 1990 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 29 juin 2005, portant extension de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingaux du 19 février 1990 et des accords qui l'ont modifiée ou complétée,

Vu l'avenant n° 1 du 26 juin 2006 (Rémunérations minimales hiérarchiques) à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 1 *ter* du 26 juin 2006 (Rémunération effective garantie annuelle) à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 3 du 26 juin 2006 (Indemnité de panier de nuit) à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 16 septembre 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel de la convention collective nationale de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingeaux du 19 février 1990 tel qu'étendu par l'arrêté du 7 novembre 1990 et modifié par l'accord du 10 mai 1993, et à l'exclusion du secteur de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'avenant n° 1 du 26 juin 2006 (Rémunérations minimales hiérarchiques) à la convention collective susvisée, sous réserve du respect des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance ;
- l'avenant n° 1 *ter* du 26 juin 2006 (Rémunération effective garantie annuelle) à la convention collective susvisée ;
- l'avenant n° 3 du 26 juin 2006 (Indemnités de panier de nuit) à la convention collective susvisée.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

### **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 décembre 2006.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBRELLE

*Nota.* – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/35, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.